

# Communiquer en temps de guerres carlistes

Gilles Multigner  
POSTELHIS

Le présent exposé est une esquisse du résultat de différentes initiatives ciblant la poste et la télégraphie pendant cette étape de l'histoire d'Espagne. Par rapport à la première institution, il s'agit d'une synthèse de la maigre bibliographie et des extraits de presse consacrés au sujet. En ce qui concerne la seconde, le rapport, succinct lui aussi, est issu de l'analyse d'une documentation, certes beaucoup plus vaste, et des recherches menées sur le terrain entre 2003 et 2007 par l'auteur, en collaboration avec Jaime Gutiérrez Alonso, sous le parrainage de la Fondation Jesús de Gangoiti Barrera et dont j'ai déjà évoqué quelques aspects dans les pages des *Cahiers de la FNARH* à l'occasion de certaines rencontres, colloques et journées d'étude de celle-ci.

Ces enquêtes visent, d'une part, les routes postales qui traversent l'Espagne au long du XIX<sup>e</sup> siècle, les structures mises en place à l'occasion des conflits évoqués dans le titre de cette communication, et leur évolution. Et de l'autre, les lignes de télégraphie aérienne de la péninsule ibérique, surtout du quadrant Nord, établies à cette époque, ainsi qu'en témoignent les rapports qui demeurent inédits, intitulés *La telegrafía óptica en el Norte de España : la línea Madrid-Irún* (2004) et *Del Cantábrico al Mediterráneo : la telegrafía óptica en la geografía y en la historia del País Vasco, Navarra, La Rioja, Castilla y Levante* (2007), et autres études monographiques.

Par la suite, j'ai complété les renseignements et données recueillis sur le terrain moyennant la collecte de nombre de documents se rapportant aux différentes démarches entreprises dans ce domaine pendant cette tragique période de l'histoire de l'Espagne.

Dès le décès de Ferdinand VII, en 1833, et tout au long des décennies suivantes, l'Espagne fut ensanglantée par des soulèvements, des insurrections, des batailles, des échauffourées et autres hostilités, connues sous le nom de *guerres carlistes*, dont les pertes parmi les différents combattants, toutes époques confondues, et sans compter la population civile, atteindraient environ 200 000 morts.

Bien que l'amorce de ces tragiques événements puisse s'inscrire dans le contexte d'un affrontement dynastique, le conflit dépasse largement ce cadre, pour devenir un combat entre partisans d'une conception absolutiste de l'État et partisans d'un libéralisme en herbe.

Je me propose, en faisant appel à différentes sources primaires, secondaires et tertiaires, après avoir procuré une perspective sommaire de cette situation, de ses antécédents et des principales étapes, étalées sur, environ, un demi-siècle, de fournir un aperçu des principaux moyens de communication employés de part et d'autre, et plus précisément des services postaux et des transmissions télégraphiques, des systèmes, des scénarios et des acteurs les plus remarquables, ainsi que de suggérer le rôle qu'ils ont joué dans cette période de guerre(s) civile(s), autant chez les libéraux que dans les rangs légitimistes.

## QUELQUES BRINS D'HISTOIRE : D'ABORD, L'ORDRE DE SUCCESSION MONARCHIQUE EN ESPAGNE

Selon le Code des *Partidas*<sup>(1)</sup> (1252-1284, Alphonse X) dans le royaume de Castille la couronne peut être transmise à la fille aînée s'il n'y a pas de descendance masculine en ligne directe.

(1) Rien à voir avec celles, en minuscules, dont il sera question plus loin. Il s'agit ici d'un recueil législatif.

En 1713, Philippe V (premier Bourbon sur le trône d'Espagne, duc d'Anjou, petit-fils de Louis XIV), vraisemblablement pour barrer la route aux Habsbourg, prétend instaurer la loi salique. Devant l'opposition des Cortès, il promulgue un *Nouveau règlement portant sur la Succession dans ces Royaumes*, ou *Loi de Succession fondamentale (Auto acordado du 10 mai)*, connu aussi sous le nom de *loi salique* ou *semi-salique*, qui déroge à la règle des *Partidas* et en vertu duquel la femme pourrait succéder une fois épuisée la descendance masculine en ligne directe et collatérale...

Le 30 septembre 1789, Charles IV soumettait à l'approbation des Cortès une disposition, *Pragmática Sanción*, qui, pour des raisons d'ordre familial et de politique extérieure et intérieure, rétablissait l'ordre de succession des *Partidas*. Mais, du fait des événements en France et en Espagne (assaut de Versailles le 6 octobre, dissolution des Cortès le 17) et autres circonstances, la nouvelle norme n'entra pas en vigueur, par manque de publication.

Elle le fut quarante ans plus tard (*Gaceta [JO]* du 3 avril 1830) (figure 1), par son fils Ferdinand VII (sans enfants de ses trois mariages précédents et qui venait d'épouser, fin 1829, Marie-Christine de Bourbon-Siciles), pour assurer la succession de son éventuelle descendance.

Mais deux ans après (la future Isabelle II) (figure 2), était née le 10 octobre 1830 et sa sœur Ma Luisa Fernanda le 30 janvier 1832), le roi tombe gravement malade. Le 18 septembre 1832, sous la pression de la reine, par crainte d'un manque d'appui et d'un éventuel affrontement civil, ainsi que de la camarilla de partisans carlistes, menée par Calomarde, ancien ministre de la Justice, Ferdinand VII, moribond, signe, à condition qu'elle ne sera publiée qu'après sa mort, une disposition, assortie de la menace de peine de mort à quiconque dévoilerait son contenu, malgré tout ébruité, qui révoque la *Pragmática-sanción* de 1830. Cet événement, ainsi que certains épisodes, plus ou moins contestés, qui l'entourent, se regroupent sous le nom de *Sucesos de La Granja*.

Quelques jours plus tard, le monarque, de façon surprenante, récupère la santé. Son entourage est limogé. Le 1<sup>er</sup> janvier 1833, le *JO* affiche une déclaration royale, datée de la veille, proclamant que le *décret signé dans les angoisses de ma maladie me fut arraché au dépourvu* et que, de ce fait *il est nul et non avenue*.

Ferdinand VII décède le 29 septembre 1833. Marie-Christine épouse (mariage morganatique) son garde du corps, Fernando Muñoz, avec qui elle a huit autres enfants, le 28 décembre suivant.

Entre-temps, le 1<sup>er</sup> octobre 1833, Carlos María Isidro, frère de Ferdinand, banni et provisoirement au Portugal, émet son *Manifieste d'Abrantès*, où il revendique la couronne d'Espagne sous le nom de Charles V.

Le 2 octobre un premier soulèvement, vite étouffé, à Talavera de la Reina (province de Tolède) annonce le début de la première guerre carliste ; suivie, jusqu'en 1876, d'une ou de deux autres confrontations, suivant l'interprétation des événements de la part des historiens.

## ENSUITE, LES PRÉTENDANTS CARLISTES

Fig. 2. — Isabelle II.

Photo Gumersindo Ortiz, 1862.

Carlos María Isidro de Borbón (Aranjuez, 1788-Trieste, 1855) [Carlos V, (figure 3), 1833 – abdication 1845].

Carlos Luis María Fernando de Borbón y Grammaza (Madrid, 1818-1861), fils de Carlos V [Carlos VI, (figure 4), 1845 – abdication 1860] Comte de Montemolín.



Fig. 1. — Gaceta du 3 avril 1830.



Fig. 2. — Isabelle II.

Photo Gumersindo Ortiz, 1862.



FIG. 3. – Don Carlos (V), par Vicente López.

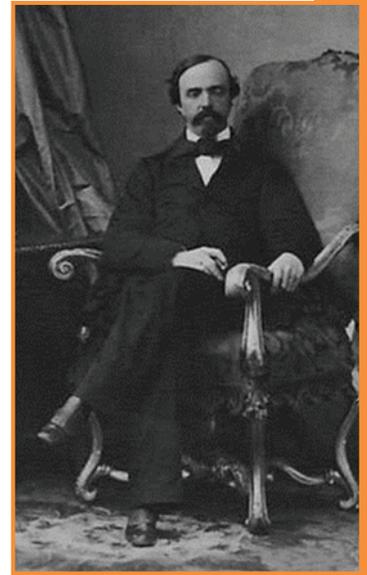


FIG. 4. – Don Carlos (VII).

Juan Carlos María Isidro de Borbón y Braganza (Aranjuez, 1822-Brighton, 1887), fils de Carlos V et frère de Carlos VI [Juan III, 1861-1868] Comte de Montizón. Prétendant légitimiste au trône de France, à la mort, en 1883, du Comte de Chambord.

Carlos María de Borbón y Austria-Este (Liubliana, 1848-Varese, 1909), fils de Juan III et neveu de Carlos VI [Carlos VII, (figure 5), 1868-1909], auto-nommé duc de Madrid et comte de l'Alcarria.

### POUR CONCLURE LES CONFLITS : LES GUERRES CARLISTES

**Première guerre** : 2 octobre 1833-31 août – 14 septembre 1839-5 juillet 1840 [Talavera – Abrazo de Vergara (Maroto-Espartero)]/Retour prétendant en France – Rentrée armée carliste en France].

Traité Quadruple Alliance (Royaume-Uni, France, Portugal, Espagne) 22 avril 1834.

Commandants : Zumalacárregui, Guergué, Cabrera, Cura Merino, Maroto, Rodil, Narvaez, Fernández de Córdoba, Espartero.

Combattants :

- Carlistes : 16 000 (1834), 35 000 (1836), 30 000 (1838), 90 000 (1839), 250 volontaires étrangers (gradés, nobles) ;
- Cristinos ou libéraux [22 octobre 1835 : introduction du service militaire obligatoire] 100 000-265 000 (1838), 220 000 (1839), 7 800-10 000 légion auxiliaire britannique, 5 000 légion étrangère française (Traité 28 juin 1835, débarquement Catalogne 16 août), 5 800 division auxiliaire portugaise.

Victimes : 135 000/140 000 combattants morts (dont 7 700-7 800 français) + population civile (combats, maladies, répressions).

**Guerre des Matiners [ou deuxième guerre]** : février/septembre 1846-juin 1849 [Cervera – Traversée frontière française].

Commandants : Tristany, Cabrera, Pavía, Concha.



FIG. 5. – Don Carlos (VI).

Combattants :

- Carlistes : 50 000 ;
  - Libéraux : 10 000.
- Victimes : 10 000 morts.

**Quelques autres repères chronologiques :**

- 1855 : Partidas isolées en Catalogne et Aragon ;
- 1860 : débarquement de San Carlos de la Rápita ;
- 1868-1874 : *Sexenio revolucionario o democrático* ;
- septembre 1868 : *La Gloriosa* ou *Révolution de septembre*. Chute d'Isabelle II ;
- septembre 1868-décembre 1870 : gouvernement provisoire ;
- janvier 1871-février 1873 : Amadeo I ;
- février 1873-décembre 1874 : première République ;
- juillet 1873-janvier 1874 : Cantonalisme ou révolution cantonale ;
- janvier 1875 (-1885) : Alphonse XII.

**Dernière [deuxième ou troisième] guerre :** 21 avril 1872-2 mars 1876 [soulèvement officiel – traversée frontière française/château de Lapoblación (Navarre)].

Commandants : Dorregaray, Tristany, Cura Santa Cruz, Pavía, Concha, Martínez Campos.

Combattants :

- Carlistes : 33 000 (1875) ;
  - armée gouvernementale : 70 000 (1875).
- Victimes : 50 000 morts.

## QUELLE BELLE INVENTION QUE LA POSTE !<sup>(2)</sup>

La première guerre carliste éclate alors que la pendule de la Poste (*Correos*) en Espagne est encore à l'heure de l'ancien régime. Certes, la réglementation (*Ordenanza general de Correos, Postas, Caminos y demás Ramos agregados a la Superintendencia General*, figure 6)<sup>(3)</sup>, due aux initiatives successives d'hommes d'État, en l'occurrence les comtes de Campomanes Floridablanca et Aranda, promulguée, à la chute de ce dernier, par décret de Charles IV du 8 juin 1794, ratifié par Godoy, avait représenté un pas en avant vers la modernisation<sup>(4)</sup> du service, mais il faudra attendre encore un temps considérable pour la transformation de cette source de revenus de la Couronne (*Renta real*) en Service Public. Ce qui n'empêchera pas que la structure établie en 1794 subsiste au long du XIX<sup>e</sup>.

À la suite de l'invasion napoléonienne de la péninsule ibérique et des remous postérieurs, la situation était plutôt précaire. Pour reprendre les termes employés par le comte Javier de Quinto (directeur général des Postes entre le 14 août 1843 et le 30 juin 1847) dans son mémoire au ministre de l'Intérieur, *les postes publiques avaient été amenées à disparaître complètement dans notre pays, soit à la suite des vicissitudes traversées depuis la guerre de l'Indépendance, soit, surtout, à cause des entreprises de transport privées qui s'en étaient emparées* (*Memoria*, 1847, 32). Ajoutons que si le service était dans cet état, celui des chemins et de ses auberges (qui ont bien changé depuis !) n'était pas meilleur.

(2) En hommage à l'historien Paul Charbon, décédé le 9 mai 2017.

(3) Les « Postes sur roues » y font leur apparition. Dans le Règlement des Postes édicté sous Philippe V en 1720, et reproduit dans *l'Itinerario de las Carreras de Postas* publié par Campomanes en 1761, il n'était toujours question que de cinq sortes de postiers : quatre à pied, en fonction de la distance à parcourir par jour (10, 12, 15 ou 20 lieues, soit entre 55 et 110 km) et un à cheval (30 lieues par jour).

(4) Celle-ci démarre sous Philippe V, lorsque, le 8 août 1716, Juan Tomás de Goyeneche est nommé Juge Surintendant et Administrateur général des postes, fonction rattachée au ministère d'État. Pendant son mandat, il fixera de nouveaux tarifs pour la correspondance, en vigueur pendant un demi-siècle. Le 23 avril 1720 (voir note précédente), durant celui de son successeur, Juan de Azpiazu, verra le jour une importante réglementation du secteur qui établira le premier itinéraire postal suivant une structure en étoile depuis Madrid. Structure qui sera reprise quarante ans plus tard par Bernardo Ward pour le tracé des six grands axes du réseau routier espagnol qui subsistent encore aujourd'hui.

Rattaché à différents ministères (Fomento, Gobernación, Hacienda [Développement, Intérieur, Finances]), parfois partagé, comme en 1822, entre deux portefeuilles (Intérieur = service ; Finances = revenus), le Service Postal<sup>(5)</sup> a subi nombre d'avatars pendant la période considérée, autant d'ordre administratif que dans le cadre des affrontements. Ce qui ne l'empêchera pas de sillonner, au-delà de l'arrivée du chemin de fer dans la péninsule (la première ligne péninsulaire, Barcelone – Mataró est inaugurée le 28 octobre 1848), les itinéraires des six lignes générales de communication qui partaient de Madrid, soit, en gros, toutes époques et prestations (*postas montadas, no montadas, a la ligera, sillas de postas, postas sobre ruedas...* = postes sellées, non sellées, à cheval, chaises de postes, postes sur roues...), y compris le transport de voyageurs, confondues :

- ligne de France par Irún ou *Mala* ;
- ligne de Barcelone par Saragosse jusqu'à La Junquera ;
- ligne de Carthagène – Valence ;
- ligne de Cadix ou d'Andalousie ;
- ligne du Portugal par Badajoz ou d'Estrémadure. On apprécie (figure 7), les ruines d'un relais de poste appartenant actuellement à la commune d'Oropesa (Tolède), limitrophe avec la commune de La Calzada de Oropesa. On aperçoit, devant, l'ancienne Route Royale d'Estrémadure et derrière, l'autoroute A5, à la hauteur du km 164. La figure 8 est un détail de la Carte [14-25 (625), 1981] du *Servicio Geográfico del Ejército*, où l'on repère l'emplacement du relais de Poste (*Casa de Postas*), à proximité de la Nationale 5, aujourd'hui tombée en désuétude, qui avait emprunté la Route Royale précitée ;
- ligne de La Corogne ou Castille – Galice.

La carte ci-après (figure 9), qui accompagnait l'itinéraire postal et routier de Francisco de Cabanes (*Mapa itinerario de los reinos de España y Portugal*, 1830), reprend l'état des Postes en 1829.

Le développement des lignes ferroviaires qui entraîna la création des services ambulants dès 1855 ainsi que la suppression des lignes de postes à partir de 1865, sauf celle de Galice, qui ne fut reliée



FIG. 7. — Relais de Poste. Photo Gilles Multigner.

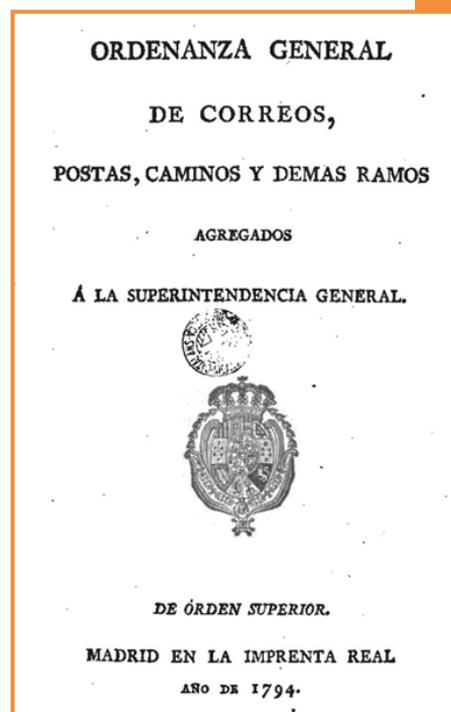


FIG. 6 — Ordonnance Postale de 1794.



FIG. 8. — Emplacement du relais de Poste. Carte du *Servicio Geográfico del Ejército*.

(5) Tantôt séparé, tantôt fusionné avec le Service Télégraphique au long du dernier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle.

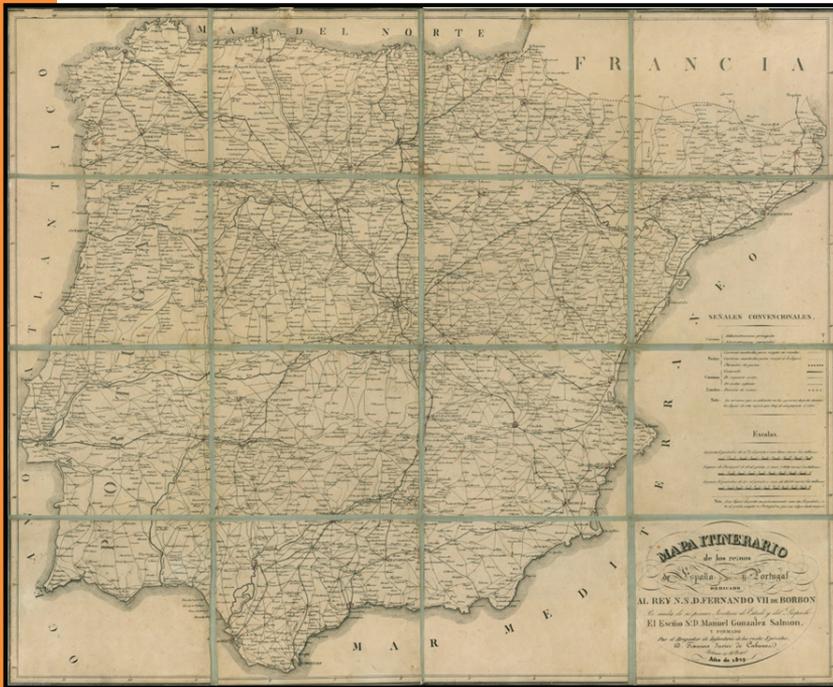


Fig. 9. — Biblioteca Digital de la Real Academia de la Historia.

qu'en 1883 par chemin de fer, conserva cette distribution étoilée, tout en ajoutant un septième itinéraire, celui du Tage, jusqu'à Valencia de Alcántara, soit, au total, 4 300 km, vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, face aux 3 672,4 (659 lieues) de 1826.

## LA GUERRE DE SEPT ANS

On attribue symboliquement à Manuel María González, premier commandant des Volontaires Royalistes et Administrateur des Postes à Talavera de la Reina (sans que cette circonstance et l'existence d'autres sympathisants de la cause du prétendant parmi les employés postaux permette de fixer une hypothèse quelconque), accompagné de quelques individus, le premier soulèvement carliste, le 2 octobre 1833, dans la ville précitée de la province de Tolède. Ce mouvement, vite étouffé, avait en fait été précédé, dès la fin 1832, d'autres insurrections qui avaient subi le même sort.

Suivirent d'autres soulèvements de *partidas*<sup>(6)</sup> en Nouvelle et Vieille Castille, Estrémadure, La Rioja, qui atteignirent ensuite le Pays basque et la Navarre (ces deux régions constituèrent le principal théâtre des opérations) pour s'étendre après sur le Levant et la Catalogne.

Le 18 octobre 1833, le journal *La Revista Española* se faisait l'écho de l'arrestation, le 14, de cinq des huit membres de la partida de Talavera, dont il fournissait les noms, la plupart militaires d'active ou à la retraite, rapidement passés par les armes. Le même jour, on apprenait par un entrefilet de la dernière page de cette publication, alors trihebdomadaire, que les « séditeux » s'étaient emparés de la correspondance à Vitoria. Cette information pourrait concerner la première action de ce genre menée par les carlistes. Mais ce ne serait certainement pas la dernière. Pendant les années suivantes, l'assaut et l'interception des convois postaux de toutes sortes, la violation et/ou l'incinération de la correspondance ou la saisie des valeurs de la part des insurgés, devinrent monnaie courante. Et bientôt, il fallut ajouter à ces méfaits la violence, fréquemment extrême, des attaquants à l'égard des employés et des voyageurs.

(6) Ces unités armées, réglementées, de même que les *cuadrillas*, pour la première fois, le 28 décembre 1808 et dont l'activité allait de la guérilla au brigandage, remplirent un rôle décisif dans les rangs des successifs prétendants. Quant aux Volontaires Royalistes, il s'agissait de milices absolutistes municipales, constituées en 1823.

## LE POINT DE MIRE POSTAL

La lecture de la *Gaceta de Madrid* (JO) et des journaux de l'époque, soucieux de prévenir expéditeurs et destinataires, permet de retracer ces événements dont la plupart des historiens est plutôt avare.

Nous savons ainsi par *l'Eco del Comercio* du 22 mai 1834, que la correspondance partie de Madrid via l'Aragon à destination de la France avait été interceptée. Et le mois suivant, par la *Gaceta* du 11, que le meneur Villalobos et son valet s'étaient emparés de celle qui était partie pour Santander et la Biscaye.

Les récits des voyageurs qui parcourent les chemins de la péninsule au XIX<sup>e</sup> siècle ne manquent pas d'en rapporter l'insécurité. Pendant ces périodes de conflits, les autorités du gouvernement libéral essayent, à plus forte raison, d'adopter les mesures pour contrer ces activités : renforcement ou création de nouvelles garnisons (Tafalla, avril 1836), itinéraires alternatifs (déviation, juillet 1836, de la malle-poste de France par Valladolid devant les difficultés que représente le passage par Aranda de Duero), et autres...

Sans grand succès, semble-t-il, malgré des dispositions telles que l'ordonnance du 21 juillet 1837 adressée aux autorités militaires et civiles pour renforcer la surveillance des convois postaux et la sécurité des routes, tout en recommandant la poste à cheval de préférence aux postes sur roues et en enjoignant les conducteurs à modifier les itinéraires en fonction des circonstances. Le 23 juillet la *Gaceta* annonçait que les bons confiés au courrier parti de Santander le 5 avaient été volés. Le 25 novembre elle affichait que *les interceptions et les incinérations de la correspondance font le désespoir des Andalous et l'on craint des conséquences plus sérieuses*. Le 4 janvier suivant, *El Eco del Comercio*, dans le compte-rendu de la session du Congrès des Députés de la veille, reproduisait l'interpellation de Juan Jerónimo Ceballos, député de Ciudad Real, adressée au ministre de la Guerre, au sujet des *maux qui affligent la province de Ciudad Real [...] ceux qui frappent celles de Tolède et Estrémadure [...] où les factieux s'emparent des personnes et ou bien ils les sacrifient ou bien ils exigent pour elles des sommes considérables*. D'après cet élu la première cause de tous ces méfaits se trouvait dans le fait que les forces assignées à la persécution des factieux *avaient été affectées à la conduite des convois, escorte de la poste et des prisonniers : objets très importants, mais en raison desquels on néglige celui qui est le plus important : l'anéantissement des ennemis...* Le quotidien de Barcelone *El Guardia Nacional* du 18 mars, d'après les renseignements obtenus à Gérone, informait d'un plan ourdi au QG du prétendant qui avait été déjoué grâce à l'intervention de l'armée du Nord et d'autres troupes. Le plan consistait à intercepter la correspondance et les communications en Andalousie, Valence, Murcie, Tolède, Estrémadure, Avila, Aragon, pour ensuite continuer sur Soria, Burgos, Santander et la Galice, multiplier les actions en Catalogne et finalement provoquer des insurrections à Madrid pour s'emparer de la capitale.

Il en ressort que la sécurité de la correspondance était un enjeu majeur pour le gouvernement libéral ; et pour les carlistes un objectif militaire, dans la ligne stratégique et tactique établie par Zumalacárregui en son temps et résumée ainsi par Aróstegui (p. 283) : *guérillas, contrôle du territoire rural et des communications, prise d'assaut des places fortes*.

Bien que le carlisme n'arriva pas à atteindre son but, la perturbation de la correspondance continua pratiquement jusqu'à la fin des hostilités, ainsi qu'en témoigne la *Gaceta* du 29 décembre 1839, faisant état que le contenu des expéditions postales parties de Madrid le 29 novembre, le 3 et le 6 décembre avait été intercepté le 16 dans la commune de Marfà, à proximité de Sallent, leur destination en Catalogne.

Entre-temps, la correspondance adressée au Pays basque, Logroño, Burgos et Santander, circulait à nouveau par la route d'Aranda de Duero (*Gaceta*, 1<sup>er</sup> octobre 1839). La normalisation du service devint un fait dès le 1<sup>er</sup> mai 1840, date fixée par l'Ordonnance du 14 avril (*Gaceta* du 19) pour la reprise du *Parte diario* (service officiel de correspondance) par la route de la malle-poste (Aranda de Duero) au lieu de celle d'Aragon.

On ne repère dans les sources consultées aucun renseignement précis concernant la mainmise des troupes ralliées à Isabelle II sur les services postaux de l'ennemi dans les territoires contrôlés par celui-ci. Certes, la correspondance était aussi un objet de convoitise pour l'armée libérale, mais plus pour obtenir des renseignements que pour y mettre le feu, semble-t-il.

Tandis que l'État libéral conservait tant bien que mal la structure de son organisation postale, les Carlistes, au fur et à mesure de leurs progressions conservaient l'armature préalable, soit en gardant l'ancien personnel, soit en le remplaçant, ou bien créaient de nouvelles administrations. Faut-il ajouter aussi que le service était plus stable en Navarre, Pays basque et zones limitrophes (Nord) que dans le Centre

(Maestrazgo, Bas-Aragon, Valence, régions proches de la Nouvelle Castille et Murcie) et même qu'en Catalogne, de sorte que les situations ne se ressemblaient pas exactement. Reste à signaler que les grandes villes n'ont été occupées que transitoirement par les carlistes.

Les spécialistes Pardo et Escalada (2004, 243-246) nous livrent un aperçu de l'organisation du courrier carliste au cours de la première et de la dernière guerre. Après le repli des territoires occupés dans le Nord au début des hostilités, le service fut réorganisé dès décembre 1834, sous la conduite de José M<sup>a</sup> Irigoyen, Administrateur principal des Postes à Vitoria (circonscription de laquelle dépendront seize bureaux) qui siégeait à Tolosa. Les dix bureaux de Navarre dépendirent de l'Administrateur des Postes d'Estella, Tomás González. La circulation de la correspondance vers l'étranger s'effectua par Irún jusqu'à l'occupation de la ville par les forces libérales (17 mai 1837) et ensuite par Vera de Bidasoa (Navarre) jusqu'à la fin de la guerre.

Entre août 1837 et juillet 1840, la Catalogne disposa d'environ 24 bureaux, la plupart dans les provinces de Lérida et de Barcelone, sous la dépendance de l'Administrateur principal, Simón de Llanes, dont le siège était à Aviá, près de Berga (Barcelone). Des réseaux avaient été établis pour permettre la communication avec le Quartier Général du prétendant, via Prades et Bayonne, et avec le Maestrazgo (Cantavieja). Cette dernière région disposait depuis la mi-1837 d'une ligne de communication régulière avec la Catalogne et le Nord. Le service de poste pour les particuliers fut mis en place dès le 1<sup>er</sup> novembre 1838 ; il comprenait plusieurs bureaux placés sous la tutelle des administrateurs, Francisco García et José Peries, dont les sièges respectifs se trouvaient à Tronchón (Teruel) et à Flix (Tarragone).

## COMMUNICATIONS TÉLÉGRAPHIQUES

Le seul réseau de télégraphie aérienne en fonctionnement lors de la rupture des hostilités était celui mis en place par Juan José de Lerena y Barry en 1831 pour relier les sites royaux de Madrid, jusqu'à sa suppression en vertu d'une ordonnance du 14 mai 1837<sup>(7)</sup>. De par sa situation, il ne fut d'aucune utilité dans le contexte des hostilités qui ne contribuèrent pas à la conclusion de la ligne qui devait relier Madrid à Burgos, par Valladolid, dont les travaux qui avaient commencé dès le mois de mars 1835 étaient interrompus en août, peu de temps avant que Lerena soit relevé de ses fonctions.

En juillet 1835, le nouveau chef de l'Armée des opérations du Nord, Luis Fernández de Córdova, conseillé par Mathé, entre autres spécialistes, décide de mettre en place un système télégraphique permettant de renforcer son projet de lignes de blocus, de façon à dégager en permanence l'axe stratégique de communication entre Vitoria et Miranda de Ebro. Cette mission fut confiée à un ancien subordonné civil de Lerena, Manuel de Santa Cruz, qui, d'après le résultat des recherches entreprises dans ce domaine, mit au point des versions successives d'un premier modèle issu du télégraphe de Lerena. Elles contribuèrent à la création d'un réseau qui, entre 1835 et 1840, relia une vingtaine de stations distribuées dans les provinces d'Alava, Navarre La Rioja et Burgos. Pour de plus amples informations à ce sujet, illustrations y-compris, le lecteur est aimablement renvoyé à mon article « Instauration et restauration de la télégraphie optique en Espagne » (*Les Cahiers de la FNARH*, n°116, 2010, p. 107-109).

Outre le(s) télégraphe(s) dit(s) de Santa Cruz, d'autres systèmes semblent avoir été employés dans le camp des forces isabellines pendant cette première guerre, en d'autres lieux.

Ainsi, González, Gual & Pardo (2009) rapportent des dépêches publiées dans le quotidien barcelonais *El Guardia Nacional* fin 1838-début 1839, transmises par le télégraphe de Murviedro (Sagonte), station qui aurait fait partie d'une ligne Castellón – Valence et qui, en sus de la station précitée, passait par les mêmes localités où, dix ans plus tard, Mathé établirait l'emplacement des tours du tronçon Valence – Castellón de la ligne Madrid – Barcelone (*Ligne de Barcelone* ou *de Catalogne par Valence*).

En 1834, un télégraphe optique aurait permis de mettre la ville de Barcelone en liaison avec celle de Martorell. À Bilbao, aussi, à l'occasion du deuxième siège de la ville par les troupes carlistes, en 1836, il est question d'une ligne qui reliait Miravilla avec Portugaleta.

(7) MULTIGNER (G.), « Les sentinelles du passé », 15<sup>e</sup> colloque historique, *Les Cahiers de la FNARH*, n°96, 2005, p. 167-185. Voir aussi du même auteur, *Lerena, ese ignorado pionero de las comunicaciones*, Madrid, COIT/AEIT, 2008. [<http://forohistorico.coit.es/index.php/biblioteca/libros-electronicos/item/lerena-ese-ignorado-pionero-de-las-comunicaciones>].

Cependant, l'ambiguïté des sources ne permet pas d'apporter plus de renseignements concernant, parmi d'autres, les trois exemples précédents.

Dans le camp du prétendant, on ne relève aucune trace ayant trait à l'emploi de la télégraphie.

Que ce soit ou non la réponse aux doléances évoquées, élevées au sujet de l'insécurité dans les provinces de Tolède et de Ciudad Real, le fait est que, en date du 11 mars 1839, Domingo de Aristizábal (géographe, météorologue, écrivain, ami intime d'Abel Hugo, le frère de Victor) alors Commandant général en chef de ces deux provinces et de Guadalajara, édicta une Ordonnance (Delgado & Félix, 145-147) pour pallier cette situation qui subsistait, moyennant l'adoption d'un système de surveillance et de signaux visibles qui rappelle les tours de Scipion. En gros, la vigie, perchée sur la tour la plus élevée de la localité se devait, dès le lever du jour jusqu'à la tombée de celui-ci, d'agiter une grande toile ou/et d'allumer un ou plusieurs foyers pour prévenir les agriculteurs et les habitants des populations voisines dès qu'elle décelait un danger. La couleur de la toile dépendait de la circonscription judiciaire d'appartenance. Les signaux, élémentaires, et suivis éventuellement d'actions complémentaires, étaient classés en quatre catégories (toile, deux foyers, trois foyers, toile et un foyer) selon la nature et l'importance du danger, bien spécifiées dans l'Ordonnance.

## LA GUERRE DES MATINERS

Le fait le plus saillant dans le domaine des communications lors de ce nouveau conflit, que d'aucuns considèrent comme la deuxième guerre carliste, circonscrite presque en exclusivité au pays catalan, est certainement la construction, sur l'initiative du commandant militaire de la Catalogne, le général Manuel Gutierrez de la Concha, du réseau de télégraphie aérienne conçu fin 1848 par Mathé, qui s'étendait sur tout ce territoire, ainsi qu'il est décrit sommairement dans l'article précité (*Cahiers*, n°116, 2010, 111-112). La fin des hostilités arrivait en juin 1849, mais le réseau continua à être utilisé jusqu'en 1862.

L'événement qui suit se situe environ à la même époque. Bien qu'il ne conserve aucun rapport avec ce réseau, il ne manque pas d'intérêt. Le prétendant, Carlos Luis, Comte de Montemolin (Carlos VI), était assigné à résidence à Bourges où il était arrivé, le 22 septembre 1839, accompagnant son père, Carlos María Isidro (Carlos V) et le reste de sa famille, à la fin de la première guerre. Le 14 septembre 1846, en prétextant faire sa promenade habituelle, il quitte sa résidence du palais de l'Archevêché et s'enfuit à Londres où il arrive quelques jours plus tard. Sa dérobade a un retentissement considérable dans les milieux diplomatiques et économiques, tandis que la Bourse de Paris accuse le coup avec une chute des titres publics.

Trois ans plus tard, simulant se rendre à une partie de chasse dans le Yorkshire, invité par Miguel de Braganza, il quitte Londres pour Paris, en compagnie de ses frères Juan et Fernando ainsi que de Carlos de Algarra. Munis de faux passeports ils se dirigent vers la frontière espagnole. Quand ils s'apprêtent à la traverser, le 4 avril 1849, à proximité de Saint-Laurent-de-Cerdans (Pyrénées-Orientales), ils sont surpris par des douaniers français qui les conduisent à Perpignan. Le 19, le prétendant était de retour à Londres grâce au président de la République française, Louis Napoléon, qui lui fournit un passeport pour se déplacer à son gré, sauf en Espagne.

## LE MOYEN DE DÉLIVRER UN JARDINIER DES LOIRS QUI MANGENT SES PÊCHES

*Le Comte de Monte-Cristo* est certainement un des ouvrages les plus connus d'Alexandre Dumas. La plupart des lecteurs se souviennent de l'épisode du télégraphe de Montlhéry, quand Edmond Dantès soudoie le stationnaire pour qu'il intercale les signes d'un faux message lors d'une transmission. À titre d'aide-mémoire, voici quelques paragraphes de la séquence finale de ce chapitre :

*Cinq minutes après que la nouvelle télégraphique fut arrivée au ministère, Debray fit mettre les chevaux à son coupé, et courut chez Danglars.*

- *Votre mari a des coupons de l'emprunt espagnol ? dit-il à la baronne.*
- *Je crois bien ! il en a pour six millions.*
- *Qu'il les vende à quelque prix que ce soit.*
- *Pourquoi cela ?*
- *Parce que don Carlos s'est sauvé de Bourges et est rentré en Espagne.*

[...]

Quand on vit que M. Danglars vendait, les fonds espagnols baissèrent aussitôt. Danglars y perdit cinq cent mille francs, mais il se débarrassa de tous ses coupons.

Le soir on lut dans *Le Messenger* : Dépêche télégraphique. « Le roi don Carlos a échappé à la surveillance qu'on exerçait sur lui à Bourges, et est rentré en Espagne par la frontière de Catalogne. Barcelone s'est soulevée en sa faveur. »

[...]

Le lendemain on lut dans *le Moniteur* : « C'est sans aucun fondement que *le Messenger* a annoncé hier la fuite de don Carlos et la révolte de Barcelone. Le roi don Carlos n'a pas quitté Bourges, et la Péninsule jouit de la plus profonde tranquillité. Un signe télégraphique, mal interprété à cause du brouillard, a donné lieu à cette erreur. » Les fonds remontèrent d'un chiffre double de celui où ils étaient descendus.

Il ne s'agit pas ici de souligner l'inépuisable imagination du marquis de la Pailletterie, ni ses connaissances sur le télégraphe (dont M. Gérard Contant m'avait fourni, il y a de nombreuses années, de savoureux renseignements à propos de leur source...) mais plutôt son prodigieux sens de l'anticipation. Le texte qui précède est extrait du feuilleton publié sur le *Journal des Débats* du... dimanche 3 août 1845 (figure 9). Autrement dit, un an avant l'évasion, réelle celle-ci, de Don Carlos ! Tout en précisant que Dumas s'inspirait du père, et non du fils...

Revenons en Espagne pour rappeler que le 19 juin 1847, les « montemolinistes » avaient mis le feu à la tour télégraphique de *La Brújula* ou *Monastère de Rodilla* (province de Burgos), appartenant à la ligne Mathé entre Madrid et Irún. La presse du 22 (*El Eco del Comercio*) annonçait l'apparition des factieux dans six points différents. L'un des groupes s'était emparé de quatre chevaux de la Poste de Zarracin. Un autre, dont le meneur était connu par le surnom de l'*Étudiant*, avait arrêté des voyageurs près de la tour et les avait prévenus qu'ils la verraient en flammes. L'édition du 23 de ce même journal confirmait que le télégraphe était inutilisé et que le nombre de factieux commandé par l'*Étudiant* était de 44 personnes. Le 25, le correspondant du journal à Miranda de Ebro, élevait à 24 celui des chevaux ravis dans de différents relais de poste.



Fig. 9.

## LA DERNIÈRE GUERRE

Toujours d'après Pardo et Escalada (2004, 246-251 ; voir aussi Escalada-Goicoechea, 2000), la mise en place d'une ligne de communication efficace pour faire la liaison, par l'intermédiaire de soldats, huissiers ou vaguemestres, entre les différentes forces carlistes en lice, autant en France qu'en Espagne, fut un souci prioritaire des autorités légitimistes dès le début de la guerre ; tandis que la correspondance des particuliers, dans le Nord, continua à être desservie comme auparavant jusqu'à l'été 1873. La première initiative de création d'un service postal remonte au 26 septembre, date à laquelle Juan Antonio Esnaola est nommé Administrateur des postes à Zumárraga par le commandant général de Guipúzcoa et commence à l'organiser dans cette province.

Le 15 novembre, à l'issue d'une réunion des *Diputaciones* (Conseils généraux) basques et de la Junte de Navarre, à Vergara, il est décidé que chaque province organisera le service des communications à son gré, tout en fixant des points d'échange, autant pour les plis officiels que pour ceux des particuliers, de façon à permettre la circulation de la correspondance sur tout le territoire ainsi que vers l'étranger. Il est établi aussi que la correspondance particulière devra être obligatoirement affranchie avec un timbre commun. Celui-ci (figure 10) à l'effigie du prétendant et valeur d'un réal fut mis en circulation le 1<sup>er</sup> décembre dans les provinces basques et le 1<sup>er</sup> janvier 1874 en Navarre (Escalada-Goicoechea, 2000, 19).

Guipúzcoa, où il fut créé une direction des postes, à la tête de laquelle sera nommé Esnaola, aura onze administrations, dont une à San Juan de Luz.

Ramón Ríos, nommé directeur des Communications de Biscaye en novembre 1873, établit un vaste réseau postal de trente-huit administrations, qui permet la desserte quotidienne, ou presque, de toute la circonscription provinciale ; le siège central s'installe à Durango et la direction en est confiée à Tiburcio de Astuy.

À Alava, au début, la mission d'assurer le service postal fut attribuée à la direction des Douanes. En juin 1874, Félix Pilar Aramburu, fut nommé directeur général des postes. Le siège central des huit administrations était établi à Aramayona.

Le service postal de Navarre, avec à sa tête Jesús M<sup>re</sup> Iribas, inspecteur général des postes du Royaume Navarre, dont le siège était à Elizondo, comprenait dix-neuf administrations, dont une à Bayonne. Celle d'Alsasua fut la première, du fait qu'elle recevait du reste des provinces la correspondance adressée à l'étranger.

La correspondance adressée à l'étranger mérite un aparté significatif. Voici, la transcription résumée des considérations de Pardo et Escalada (2004, 249-250) :

*[...] les lettres étaient envoyées dans une enveloppe adressée au « Responsable de la correspondance à Bayonne » établi là-bas pour le compte de la Junte de Navarre, et avec la tolérance des autorités françaises. On introduisait dans l'enveloppe la lettre adressée à l'étranger, ainsi que le montant en timbres carlistes du prix d'envoi en timbres français depuis Bayonne jusqu'à destination. À l'inverse, c'est-à-dire pour recevoir la correspondance de l'extérieur, les lettres expédiées de l'étranger étaient adressées au responsable à Bayonne et celui-ci les réexpédiait à l'intérieur en ajoutant l'affranchissement carliste. Officiellement la correspondance a employé cette ligne à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1874.*

Dès le 18 mai 1874, et pour raccourcir distance et délais (d'environ une journée et demie pour la correspondance en provenance d'Alava, Biscaye et Guipúzcoa), et en comptant toujours sur la tolérance française, la direction des Postes de Guipúzcoa décida d'emprunter un autre itinéraire (par Lastaola, commune d'Irún, au lieu d'Elizondo, en Navarre). Seulement, *les pressions du gouvernement libéral obligèrent les autorités françaises à supprimer la ligne de Bayonne le 4 juillet et celle de San Juan de Luz le 16, bien que quelques lettres de l'étranger continueraient à arriver par cette voie – de façon clandestine – jusqu'au mois d'octobre.* Sur quoi on imagina un nouveau système qui consistait à adresser les lettres aux administrations d'Elizondo et de Lastaola, où elles étaient affranchies avec des timbres français et déposées dans les bureaux de poste français les plus proches de la frontière. À l'inverse, on introduisait les lettres dans une enveloppe adressée à un commerçant français, résidant près de la frontière, avec les timbres carlistes nécessaires à l'intérieur. Ensuite, le commerçant se chargeait de les remettre, de l'autre côté de la frontière, aux administrations carlistes, qui ouvraient les enveloppes, extrayaient les lettres et collaient les timbres inclus. Si l'enveloppe ne contenait pas de timbres, les lettres, malgré tout, étaient expédiées et on en réclamait le montant à l'expéditeur. *Certaines entreprises et commerçants travaillant en territoire carliste firent appel pour la réception de la correspondance de l'étranger à des particuliers français.*

L'arrivée d'un service régulier de correspondance civile en Catalogne dut attendre le mois d'avril 1874. Les postes dépendaient de l'administration des Finances qui était du ressort de l'intendant général, Francisco Solá. Sous le couvert d'un règlement publié le 1<sup>er</sup> septembre, un nouveau réseau qui comprenait vingt-deux administrations parcourait le pays catalan. Il fut de courte durée, car la perte d'Olot, le 18 mars 1875 et celle de Camprodón, le 17 octobre suivant, le vouaient à la disparition, quelques semaines avant la traversée de la frontière française par les troupes carlistes et peu de mois avant la fin de la guerre.

Vers la mi-juin 1874, l'intendance militaire de la région Centre commença à organiser la distribution de la correspondance dans sa zone d'influence. Les administrations principales, desquelles dépendaient onze bureaux environ, étaient situées à Vistabella (Castellón) et Cantavieja (Aragon). Le plan de la figure 11 (Bahamonde et al., 118), recense les populations desservies par Vistabella. Juste après la création, en octobre 1874, des Députations de Valence et d'Aragon auxquelles étaient rattachées les services postaux respectifs, Vistabella et Cantavieja étaient temporairement occupées par les troupes libérales. Et entre le 16 et le 19 juillet 1875, tombait le dernier bastion carliste de la région (figure 12) : *La prise*

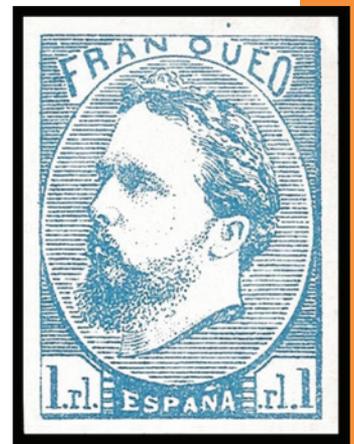


Fig. 10.

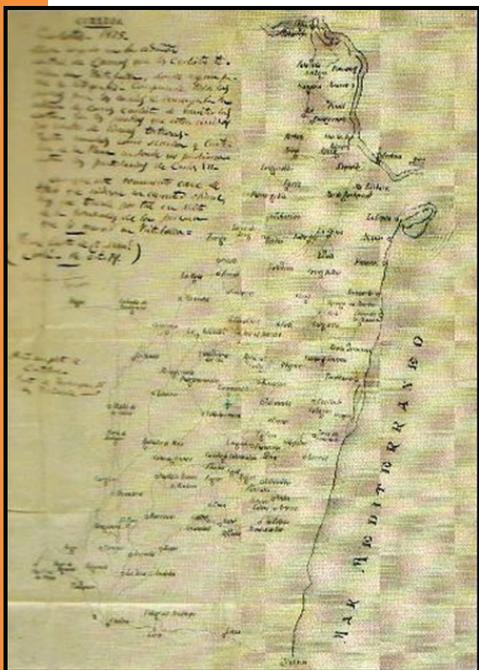


FIG. 11.

FIG. 12. – La prise du fort du col d'Alpuente.  
Museo de historia militar de Valencia.

du fort du col d'Alpuente. L'officier libéral à cheval est l'auteur de la toile, José Cusachs, né à Montpellier, qui participa à l'action).

La Junte Royale de Castille, dont le siège était à Orduña (Biscaye), et après avoir créé une direction des Postes, y installa une administration qui fonctionna entre le 15 août 1875 et fin janvier 1876.

## RÉCUPÉRATION ET DÉDOUBLEMENT STRATÉGIQUE DES RÉSEAUX TÉLÉGRAPHIQUES

Les lignes et les équipements de télégraphie électrique qui traversaient la région Nord, c'est-à-dire le Pays basque et la Navarre tombèrent entre les mains des carlistes, à mesure qu'ils occupaient le territoire. Mais souvent, du fait de leur sabotage par leurs adversaires ces ressources étaient inutilisables. Selon les rares chroniqueurs ayant effleuré le sujet, les anciennes structures furent conservées, les fils et les poteaux replacés ou remplacés, et de nouveaux appareils durent être ramenés de l'étranger, tandis que de nouveaux réseaux étaient mis en place.

Une ordonnance du gouvernement carliste du 11 septembre 1874 créait la Direction générale des Communications, qui regroupait la Direction des Postes des provinces basques et navarroise ainsi que celle des Télégraphes (qui avaient précédemment, et respectivement, remplacé les administrations postales qui s'étaient substituées aux directions postales provinciales, d'une part, ainsi que la Direction des Télégraphes de Guipúzcoa et la Direction générale des communications de Biscaye, de l'autre) et à la tête de laquelle était placé José M<sup>re</sup> Diego de León.

La Direction des Télégraphes de Guipúzcoa, poste pour lequel avait été nommé José Araiztegui et dont le siège était à Vergara, gère les « Lignes télégraphiques du Nord », un réseau qui dépassait les limites provinciales et qui comprenait quatorze stations en Guipúzcoa, cinq en Navarre et trois à Alava.

Quant au réseau de Biscaye, dont la direction fut exercée successivement par Ramón Ríos et Arístides de Artiñano, il comprenait quinze stations.

En ce qui concerne la Catalogne, les forces gouvernementales qui y exerçaient un plus grand contrôle du territoire et des grands axes, utilisèrent les réseaux électro télégraphiques de l'État et des chemins de fer, installés dans la région, parfois doublés d'un autre de télégraphie aérienne pour des raisons de sécurité, entre autres celles de suppléer aux fréquents sabotages carlistes ; tel était le cas, par exemple, de la montagne centrale catalane, la *Ribera d'Ebre* et le *Baix Ebre* comme signalé dans une communication précédente (*Cahiers*, n°116, 116-117).

Aguilar et Martínez (2003, n. 33), relevaient en Catalogne, à la veille de la dernière guerre carliste, les lignes et les stations de télégraphie électrique suivantes :

- Barcelona – Girona – Figueras – La Junquera ;
- Zaragoza – Huesca – Barbastro – Lleida – Valls – Tarragona ;
- Valencia – Castellón – Vinaroz – Tortosa – Reus – Tarragona ;
- Lleida – Fraga – Caspe – Alcañiz.

Dans ce précédent *Cahier* déjà cité (n°116, p. 104-125), j'avais abordé les principaux systèmes et lignes de télégraphie aérienne introduits en Espagne. J'y renvoie le lecteur intéressé par le sujet qui y trouvera l'information que je juge inutile de reproduire ici, ayant trait aux télégraphes, militaires la plupart, employés pendant la période décrite.

Par contre, je ne voudrais pas omettre de signaler ici un mécanisme de télétransmission assez curieux, dont l'inventeur serait un Catalan. *La Ilustración Española y Americana* du 30 septembre 1874 (563-564), dans une colonne titrée *Système télégraphique des carlistes à Alava* et signée Ricardo Becerro (p. 563), décrivait la ligne établie entre Aramayona et Murguía qui comprenait quatorze stations, éloignées les unes des autres entre 400 et 500 mètres. On saisit facilement la faible portée des signaux émis en lisant attentivement l'explication fournie et en observant la gravure de Rico sur dessin de Perea, ici reproduite (figure 13) : moyennant trois morceaux rectangulaires de toile de la même dimension et un quatrième dont la surface est le double des précédents, maniées avec des cordes sur poulies, le stationnaire composait des chiffres qui correspondaient aux lettres de l'alphabet. L'auteur de la chronique reconnaît d'autre part la lenteur employée pour la transmission des dépêches. En outre, la reconnaissance des lieux permet d'avancer que les stations, qui n'étaient pas situées sur les sommets, devaient être plus éloignées ou bien qu'il y en avait plus de quatorze, car la distance en ligne droite entre les deux localités est bien supérieure à la somme des distances partielles entre ces quatorze postes.

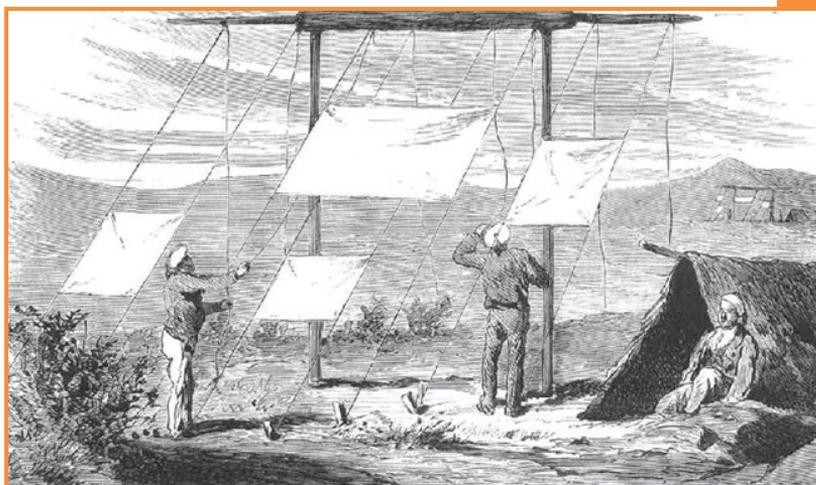


Fig. 13.

## VOIES FERRÉES ET VOIE FLUVIALE

Dans le Nord, l'emploi de chemins inexistant ou inusités lors des conflits précédents mérite un chapitre à part. Pour bien saisir l'utilisation des rails et des cours d'eaux (dans ce deuxième cas plutôt au singulier, car il s'agit d'un court trajet fluvio-maritime de 16 milles entre Bilbao et le port voisin de Castro Urdiales par la *Ria del Nervión* estuaire du Nervión), rien de mieux que le croquis (figure 14) de Grafikofi repris par Pardo San Gil dans un de ses derniers ouvrages (*El ferrocarril carlista*, 2013, 17). La carte reproduit le territoire contrôlé (y-compris routes et voies ferrées) par les carlistes en mai 1875, autrement dit, la plupart du Pays basque et de la Navarre, sauf les grandes villes, c'est-à-dire Pampelune, Vitoria, Saint Sébastien et Bilbao.

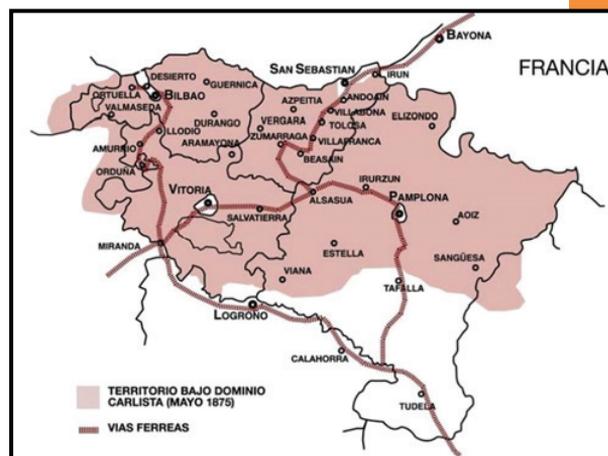


Fig. 14.

Depuis le premier assaut de la ville de Portugaleta par les carlistes, le 1<sup>er</sup> août 1873, les affrontements entre ceux-ci et les libéraux furent permanents autour de Bilbao. Malgré tout celle-ci continuait à être ravitaillée à travers le Nervión. Quant à la correspondance, elle était transportée sur un vapeur qui sillonnait aussi le fleuve pour relier la capitale de la Biscaye avec le littoral maritime de Castro Urdiales (province de Santander) et qui était soumis au feu des troupes du prétendant, ainsi que le recueilli les gravures reproduites par *Le Monde Illustré* du 29 novembre 1873, p. 340, sur un dessin de Daniel Urrabieta Ortiz y Vierge (figure 15) et par *La Ilustración Española y Americana* du 8 janvier 1874 sur des dessins de Germán Aguirre (figure 16).

Jusqu'à la nuit du 28 au 29 décembre 1873, lorsque les carlistes réussirent à entraver le passage de l'estuaire avec des chaînes et des grelins, à la hauteur de Zorroza. De ce fait, Bilbao, assiégée, resta isolée jusqu'au 2 mai 1874, quand les forces du général Gutiérrez Concha, après le repli des carlistes commandés par le général Antonio Dorregaray, firent leur entrée dans la ville.

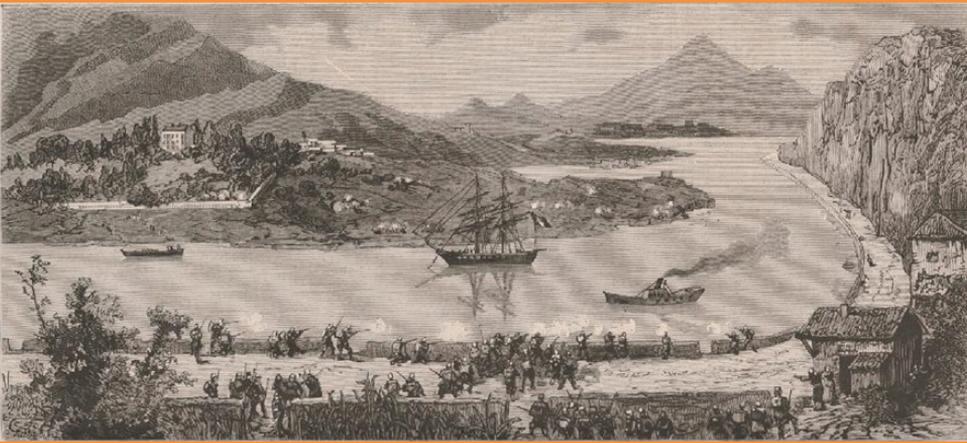


FIG. 15.



FIG. 16.

En ce qui concerne le chemin de fer, les carlistes tirèrent profit, à des fins militaires, civiles et commerciales, du réseau compris dans les territoires occupés, dans les limites des dégâts causés par les hostilités aux voies, ponts, etc., qui exigeaient des réparations, ainsi que des ressources disponibles.

D'autre part, le sabotage des lignes et des convois libéraux figurait parmi les priorités carlistes. Ains en témoigne la gravure (figure 17), sur un dessin de José Carrera, reproduite dans *La Ilustración Española y Americana* du 24 janvier 1873, rapportant une action à l'entrée du tunnel d'Osina (Guipúzcoa), le 15 de ce mois, lorsqu'une partida carliste commandée, dit-on, par le Cura Santa Cruz, attaqua un convoi militaire qui remorquait le train postal, blessant gravement un lieutenant qui voyageait dans la locomotive.

Remerciements : Pilar Domínguez Lozano, mon épouse.

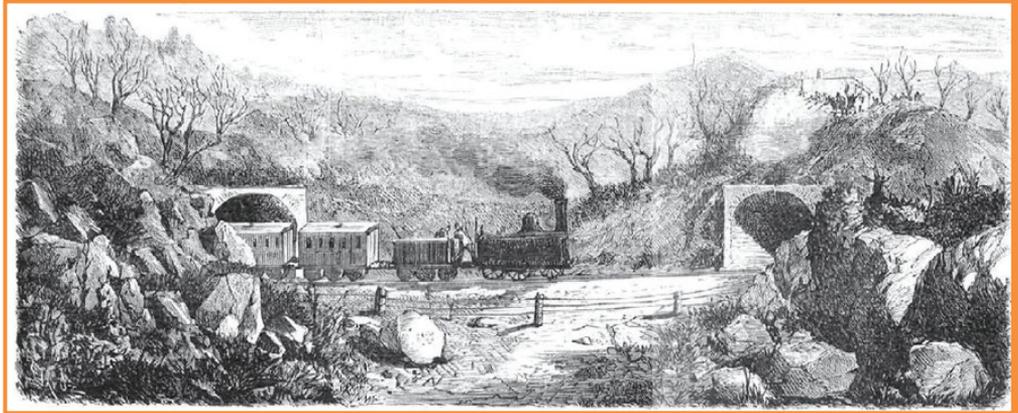


Fig. 17.

#### Bibliographie :

- AGUILAR (A.) & MARTÍNEZ (G.), « La telegrafía óptica en Cataluña. Estado de la cuestión », *Scripta Nova. Revista electrónica de geografía y ciencias sociales*, Barcelona, Universidad de Barcelona, 15 de marzo de 2003, vol. VII, núm. 137, [<http://www.ub.es/geocrit/sn/sn-137.htm>].
- ARÓSTEGUI SÁNCHEZ (Julio), « El carlismo y la guerra civil », in José María Jover Zamora, *La era isabelina y el sexenio democrático*, Barcelona, RBA, 2005, vol. I, 247-313.
- *ATLAS histórico de España*, Madrid, Larousse, 2012.
- BAHAMONDE MAGRO (Ángel), MARTÍNEZ LORENTE (Gaspar) & OTERO CARVAJAL (Luis Enrique), *Las comunicaciones en la construcción del estado contemporáneo en España : 1700-1936*, Madrid, Ministerio de Obras públicas, Transportes y Medio Ambiente, 1993.
- BAHAMONDE MAGRO (Ángel), MARTÍNEZ LORENTE (Gaspar) & OTERO CARVAJAL (Luis Enrique), *Atlas histórico de las comunicaciones en España*, Madrid/Barcelona, Correos y Telégrafos/Lunweg, 1998.
- BULLÓN DE MENDOZA (Alfonso), *La primera guerra carlista*, Madrid, Actas editorial, 1992.
- BURGO (Jaime del), *Carlos VII y su tiempo : leyenda y realidad*, Pamplona, Departamento de Educación y Cultura, Fundación Hernando de Larramendi, 1994.
- CERRATO (Juan Manuel), *Historia postal de la primera guerra carlista. 1833-1840*, Madrid, Real Academia Hispánica de Filatelia, 2015
- DELGADO AGUDO (Adolfo) & FÉLIX GARCÍA (Roberto), *La primera guerra carlista en los partidos judiciales de Escalona y Torrijos. Castilla La Nueva 1833-1840*, Torrijos, Adolfo Delgado Agudo y Roberto Félix García, 2013.
- ESCALADA-GOICOECHEA (Eduardo), *La organización del correo carlista (1873-1876)*, Madrid, Academia Hispánica de Filatelia, 2000.
- GONZÁLEZ (Clemente), GUAL (Vicent) & PARDO (Ricardo), *La telegrafía óptica en Castellón, Aula militar Bermúdez de Castro*, 2009.
- MADRAZO (Santos), *El sistema de transportes en España, 1750-1850*, 2 vols., Madrid, Colegio de Ingenieros de Caminos, Canales y Puertos/Turner, 1984.
- ORTUONDO (José María), « Dificultades postales en España en las guerras del siglo XIX (I) », *Academvs*, n°10, Madrid, AHF, 2006, p. 71-80.
- *Ibid.*, (II), n°11, Madrid, 2007, p. 51-67.
- PARDO SAN GIL (Juan), « El enigma de los numerales carlistas, desvelado. 1ª Parte : los numerales manuscritos », in *Revista de Filatelia*, n°346, janvier 1999, 10-13.
- *Id.*, « El enigma de los numerales carlistas, desvelado. 2ª Parte : los numerales estampados », in *Revista de Filatelia*, n°347, février 1999, 82-85.
- *Id.*, « La 2ª guerra carlista en el "Norte" (1872-1876) : los ejércitos contendientes », *Bilduma*, n°14, 2000, pp. 359-395. [[http://www.errenteria.net/eu/ficheros/57\\_17891eu.pdf](http://www.errenteria.net/eu/ficheros/57_17891eu.pdf)].
- *Id.*, *El ferrocarril carlista*, VI Congreso de Historia Ferroviaria, Vitoria/Gasteiz, 2012, « El ferrocarril carlista », *Bilduma*, n°25, 2013, 7-55).
- PARDO SAN GIL (Juan) et ESCALADA GOICOECHEA (Eduardo), « El correo carlista » en *Las guerras carlistas*, Madrid, Ministerio de Cultura/Ministerio de Defensa, 2004, p. 242-257.
- *Id.*, « El ferrocarril carlista », *Bilduma*, n°25, 2013, pp. 7-55.
- [https://issuu.com/eua-ame1/docs/bilduma\\_25-baja](https://issuu.com/eua-ame1/docs/bilduma_25-baja)
- QUINTO (Javier de), *Memoria razonada y estadística de la Administración general de correos [...]*, Madrid, 1847.
- REAL ACADEMIA DE LA HISTORIA, *Atlas cronológico de la historia de España*, Madrid, SM, 2008.
- URIOL SALCEDO (José Ignacio), Articles (31) publiés entre 1961 et 2007 sur l'histoire du transport et des communications en Espagne, dans *Revista de Obras Públicas*.
- [<http://ropdigital.ciccp.es/>].
- URIOL SALCEDO (José Ignacio), *Historia de los caminos de España*, 2 vols., Madrid, Colegio de Ingenieros de Caminos, Canales y Puertos, 1990-1992, 2001.
- VERDEGAY Y FISCOWICH (Eduardo), *Historia del Correo*, Madrid, 1894.